

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

**HUITIÈME ANNÉE N° 835 DU 18 JUIN 2013**

1801/2013 : 212<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 109<sup>e</sup> numéro de l'année 2013

20 pages

Distribué à 15 100 personnes

## LA CITATION DE LA SEMAINE

«Aussi longtemps que les lions n'auront pas leur historien, les récits de chasse tourneront toujours à la gloire du chasseur».

## PROVERBE AFRICAIN

2013

L'ANNÉE

SÉNÉGAL

**GEL MAINTENU DU  
SALAIRE DES FONCTIONNAIRES**

# LE SOMMAIRE

## **AFFAIRES NATIONALES page 3**

La conduite de la voiture à partir d'un IPAD  
La revalorisation de la CMU  
Gel du salaire des fonctionnaires

## **AFFAIRES MONDIALES page 6**

Le G8 unanime pour traquer les paradis fiscaux  
Contestation sociale au Brésil  
Arrestations en Turquie

## **MARCHES FINANCIERS MONDIAUX page 12**

Situation des marchés financiers dans le monde

## **MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT page 15**

Locataire : attention à l'acquisition de panneaux photovoltaïque

## **TABLEAU DE BORD DE LA GUADELOUPE page 18**



# **A**FFAIRES NATIONALES

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ**

### **LA CONDUITE DE LA VOITURE À PARTIR D'UN IPAD**

Jusqu'à présent, la tablette tactile servait d'ordinateur de bord. Valéo propose désormais de s'en servir comme volant ! À quoi pourraient ressembler les voitures dans 15 ou 20 ans ? Valeo a peut-être apporté une réponse et alimentera certainement quelques fantasmes. L'entreprise française, qui célèbre ses quatre-vingt-dix ans cette année, a permis au Figaro de tester sa dernière technologie : la voiture téléguidée par une tablette tactile, en l'occurrence un iPad. On connaissait déjà les capteurs insérés pour permettre au conducteur de garer son véhicule plus aisément. Avec l'iPad, Valeo introduit une étape supplémentaire sur la route de la « conduite intuitive ». La tablette fait alors office de télécommande en concentrant les principales fonctions du véhicule, à savoir le volant, l'accélérateur et les freins. L'ensemble des systèmes et des aides à la conduite dialoguent via le Wi-Fi et le réseau multiplexé. Le doigt posé sur la table est la liaison électronique avec la voiture. La tablette sert ensuite de volant. Valéo ne prévoit pas de lancer ce dispositif. Pour ceux qui s'inquiéteraient d'une telle innovation, Valeo ne prévoit pas de lancer ce dispositif. L'entreprise souhaite, à travers ce laboratoire, démontrer qu'un objet grand public est capable de dialoguer avec les infrastructures.

## **LA REVALORISATION DE LA CMU**

En déplaçant le curseur, le gouvernement a choisi d'augmenter le nombre de bénéficiaires de la CMU, la couverture maladie universelle complémentaire. "Le plafond de la CMU-C (complémentaire), et par conséquent celui de l'ACS (Aide complémentaire santé), sera revalorisé de 8,3 % au 1er juillet", a annoncé le ministère de la Santé, lundi 17 juin. Votée par le gouvernement de Lionel Jospin, en 1999, la CMU permet aux résidents français les plus modestes d'accéder aux soins et à leur remboursement, s'ils ne sont pas couverts par un autre régime obligatoire d'assurance maladie. Cette revalorisation de 8 % du revenu permettrait à de nouvelles personnes de bénéficier d'une aide à la complémentaire". Avant cette revalorisation, le revenu annuel d'une personne seule souhaitant bénéficier de la CMU ne devait pas dépasser 7.934 euros. .

## **LES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES TOUJOURS GELÉS**

Le point d'indice des salaires de fonctionnaires devrait être gelé pour la quatrième année consécutive en 2014. Pour Marylise Lebranchu, ministre de la fonction publique, aucune hausse n'est prévue tant que la croissance ne serait pas revenue. Cette annonce risque de détériorer le climat à trois jours de l'ouverture de la conférence sociale. Gelé depuis 2010, le point d'indice salarial des fonctionnaires devrait être maintenu tel quel en 2014. Marylise Lebranchu, ministre de la fonction publique, a fait cette annonce ce mardi sur France Info. "C'est effectivement la position que nous avons prise", a-t-elle déclaré en évoquant le gel du point d'indice qui permet de calculer le salaire de base des fonctionnaires. En février

dernier, elle avait déjà prévenu qu'une revalorisation ne serait envisageable qu'avec le retour de la croissance économique. Sur France Info, elle a ainsi rappelé la situation des comptes publics de l'Etat pour justifier la décision gouvernementale: "C'est une grande difficulté pour la France, une grande difficulté pour les comptes de l'Etat". Selon la Cour des comptes, une hausse de 1% du point augmenterait de fait de 800 millions d'euros la seule masse salariale de l'Etat (80,6 milliards d'euros en 2013). Près de 40 000 agents de l'état, des collectivités locales et des services hospitaliers sont concernés par cette décision en Guadeloupe. Les syndicats guadeloupéens réclament le dégel de la revalorisation du point d'indice après trois années de blocage voulu sous le gouvernement de François Fillon. Ils veulent mobiliser les fonctionnaires qui sont également dans la ligne de mire de la réforme des retraites. Le rapport Moreau suggère au gouvernement d'engager un processus d'alignement entre le régime spécial des fonctionnaires sur celui du secteur privé.

## PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



# AFFAIRES MONDIALES

## SOCIÉTÉ MONDIALE

### LE G 8 UNANIME POUR TRAQUER LES PARADIS FISCAUX

Les chefs d'état et de gouvernement des huit premières puissances mondiales, réunies à Lough Erne, en Irlande du Nord, souhaitent la mise en place dans le monde du partage automatique des informations fiscales ainsi que la

modification des législations favorisant l'optimisation fiscale. Mais aucune mesure concrète ne figure dans leur déclaration. Des intentions, mais rien de contraignant. Dans leur déclaration distincte du communiqué final et publiée ce 17 juin, les huit premières puissances économiques mondiales réunies en Irlande du Nord, affichent leur projet en matière de lutte contre l'évasion fiscale. Première mesure : "les autorités fiscales dans le monde devraient partager automatiquement leurs informations afin de lutter contre le fléau de l'évasion fiscale". Une telle intention était défendue par l'hôte de cette rencontre, David Cameron, qui avait souhaité faire de l'évasion fiscale l'un des premiers sujets de ce sommet, éclipsé la veille par la situation en Syrie et le projet de négociations transatlantiques. L'Union européenne tente déjà de mettre en place un transfert automatique d'informations, dans le domaine bancaire, sur le modèle de la loi "Fatca" mise en place aux USA. Mais ce projet se heurte aux réticences de l'Autriche. Autre point mis en avant dans cette déclaration : la lutte contre l'optimisation fiscale. A cette fin, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, le Japon et le Canada affichent simplement leur souhait que les législations qui la facilitent soient modifiées. Ce sujet fait l'objet d'enquête dans plusieurs pays européens et aux Etats-Unis qui visent notamment des firmes internationales comme Starbucks ou encore Apple. Dans la matinée, le ministre britannique chargé des Finances, George Osborne, a rappelé la position de son pays en la matière. "Nous voulons nous assurer que les grandes entreprises internationales, dont l'identité est bien connue, paient leur juste part d'impôts là où ils génèrent des profits", affirmait-il ainsi sur une radio de la BBC. Les intentions du G8 à se propos risquent cependant de s'opposer aux intérêts de pays qui ont fait de l'attractivité fiscale une condition de

leur compétitivité. Les huit puissances réunies ont enfin choisi de ne pas suivre les vœux de plusieurs ONG et mouvements en faveur de la transparence qui souhaitaient la publication de registre des entreprises et particulier possédant des comptes offshore. Le Consortium indépendant des journalistes d'investigation (ICIJ), à l'origine des "offshore leaks", ces fuites d'informations sur des intérêts situés dans des paradis fiscaux, a ainsi décidé trois jours avant le sommet de mettre en ligne toutes ses données pour inciter les Etats à le faire à grande échelle. Autre grand absent de cette déclaration : le statut des "trusts" lui-même, qui permettent de transférer des fonds dans ces paradis fiscaux. Plusieurs ONG ont réagi à cette déclaration, pour saluer les intentions mais déplorer l'absence de mesures concrètes. Global Witness reconnaît que "pour la première fois, les plus grandes économies mondiales ont fait des progrès vers la fin du secret sur la détention des sociétés". Elle pointe cependant le fait que, seules les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont publié un plan d'action pour le moment. L'absence de registres des bénéficiaires de trusts est par ailleurs qualifiée "d'occasion manquée" par Oxfam qui fustige un "répit précieux que les paradis fiscaux ne manqueront pas d'utiliser". ONE, l'association fondée par la rockstar Bono, par quant à elle de "déception" et "d'échec".

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBE**

### **BRÉSIL : CONTESTATION SOCIALE**

C'est une marée humaine qui vient de déferler sur le Brésil. De mémoire de manifestants, jamais le pays n'avait connu un tel mouvement de protestation sociale depuis la fin de la dictature en 1985 et les marches contre la corruption de l'ancien président Fernando Collor de Mello en 1992. Dans quasiment toutes les villes moyennes et grandes, des

dizaines de milliers de personnes, très jeunes pour la plupart, se sont rassemblées, lundi 17 juin, contre la hausse du coût des transports publics et les dépenses colossales investies dans l'organisation de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016. Une fronde sociale aux revendications multiples qui n'a eu de cesse de s'amplifier tout au long de la soirée, dans la rue et sur les réseaux sociaux. Certaines sources avancent le chiffre de plus de 350 000 manifestants sur l'ensemble du territoire. Ils étaient près de 70 000 à Sao Paulo, la capitale économique du pays, à l'origine du mouvement après que les autorités eurent décidé d'augmenter, le 2 juin, le prix du billet de bus de 3 à 3,20 reais (1,05 à 1,12 euro). La colère rassembla d'abord quelques centaines de protestataires avant d'atteindre 10 000 personnes, jeudi 13 juin, lors d'une manifestation violemment réprimée par la police, suscitant une vague d'indignation dans tout le pays. Lundi soir, les forces de l'ordre sont restées discrètes et à distance des manifestants, en majorité des étudiants et de jeunes quadragénaires. Des heurts sont survenus tard dans la nuit devant le palais du gouverneur de l'Etat de Sao Paulo. A Rio, plus de 100 000 personnes, selon la police, ont défilé dans le calme en fin de journée dans le centre-ville. Une participation record pour protester contre la hausse générale des prix et la corruption. Peu avant minuit, un petit groupe violent et déterminé d'une trentaine de personnes, tirant des cocktails Molotov et des pierres contre le Parlement de l'Etat de Rio, est entré par les fenêtres dans le bâtiment, étonnamment peu gardé par les forces de l'ordre, tandis que le gros de la manifestation restait massé pacifiquement devant le théâtre municipal. Les forces antiémeute les ont dispersés dans la nuit. Vingt policiers et 7 manifestants ont été blessés durant ces affrontements. Des rassemblements moins importants ont



également eu lieu à Salvador de Bahia lundi, où 5 000 personnes ont défilé dans le calme. A Belém, près de 10 000 personnes sont sorties dans la rue. Plusieurs milliers encore à Porto Alegre et à Curitiba. A Belo Horizonte, où se jouait un match de la Coupe des confédérations, répétition générale en miniature du Mondial 2014, la manifestation s'est terminée dans la confusion et les tirs de gaz lacrymogène. Un homme est tombé d'un viaduc. L'un des points d'orgue de la soirée fut très certainement cet instant où une foule de jeunes – ils étaient 200 environ – investirent subitement le toit du Parlement national de Brasilia sous l'œil incrédule des policiers. Une image forte et symbolique de cette nuit de colère, qui dépassa largement le cadre de l'augmentation des transports. Depuis les rampes d'accès et la grande pelouse faisant face aux portes d'entrée de ce bâtiment futuriste dessiné par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, les quelque 10 000 personnes ont conspué toute la soirée une partie des élus, scandant leurs diatribes de strophes de l'hymne national. "Le Brésil se réveille", pouvait-on lire sur de nombreuses pancartes. "Tant d'argent pour ces événements sportifs alors que nous avons un tel besoin en matière d'éducation, de santé et de logement, ce n'est tout simplement plus possible", explique Thiago Ribeiro, 23 ans, étudiant en communication à l'Université de Brasilia. Lui-même, comme beaucoup ici, confie avoir voté pour le Parti des travailleurs (PT – gauche –, au pouvoir), la formation de la présidente Dilma Rousseff. "Mais on ne m'y reprendra plus, c'est le système et les institutions qu'il faut changer. Notre génération mérite mieux." A ses côtés, une jeune femme porte un panneau annonçant "le début de la fin de l'ère PT". Peu avant le départ des manifestations, le gouvernement et les élus locaux ont alterné le chaud et le froid, laissant transparaître un flottement peu habituel. Le maire de Sao Paulo, Fernando Haddad, figure montante du

PT, a rencontré des représentants du mouvement, expliquant que l'augmentation était inévitable pour des raisons "techniques". Sur un ton nettement plus ferme, le ministre des sports, Aldo Rebelo, a averti qu'il ne "permettra pas que des manifestations perturbent les événements que nous nous sommes engagés à réaliser". De son côté, le président de la Fédération internationale de football (FIFA), Sepp Blatter, a affirmé que le football était "plus fort" que la contestation des rues, faisant monter la tension d'un cran. De son côté, Dilma Rousseff s'est voulue plus apaisante. Dans un communiqué, la présidente a affirmé que "les manifestations pacifiques sont légitimes et propres à la démocratie". "C'est le propre de la jeunesse de manifester", a-t-elle ajouté. Ces mots ont été les premiers prononcés par la présidente brésilienne sur ces manifestations.

## **TURQUIE**

### **NOMBREUSES ARRESTATIONS**

A Istanbul, mardi , la police a arrêté à leurs domiciles quelque 90 membres du Parti socialiste des opprimés (ESP), une petite formation active dans les manifestations, a indiqué le barreau d'Istanbul. Elle a également investi les locaux du quotidien «Atilim», et de l'agence de presse «Etkin», proches de ce parti, ont rapporté les chaînes d'information NTV et CNN-Türk. Le député Sirri Sürreya Önder a confirmé sur Twitter l'arrestation à son domicile du vice-président de l'ESP, Alp Altinörs, à laquelle il a assisté. NTV mentionne également l'interpellation de 30 personnes à Ankara, de 13 autres à Eskisehir (nord-ouest) et des opérations de la police dans 18 autres provinces. La police turque a déjà arrêté près de 600 personnes dimanche à Istanbul et Ankara dans les manifestations

antigouvernementales, selon les barreaux de ces deux villes. Elle peut procéder à quatre jours de garde à vue, selon la loi turque, avant de présenter le suspect à un procureur qui décidera de son éventuelle inculpation, de son placement en détention préventive ou de sa remise en liberté. Le ministère turc de la Justice a par ailleurs commencé à travailler sur un projet de réglementation de la criminalité sur internet pour restreindre le rôle des médias sociaux dans la propagation des appels à manifester contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a rapporté mardi le quotidien Hürriyet Daily News. Quelque 25 personnes ont été arrêtées début mai à Izmir (ouest) pour avoir twitté des «informations fausses ou diffamatoires» relatives aux manifestations, avant d'être relâchées.

**PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA**



## **ÉTAT DES MARCHÉS**

### **AFRIQUE**

**JOANNESBURG :** L'indice TOP40 a augmenté de 484.23 points, 1.37%, pour clôturer à 35,937.44 .

### **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

**JAMAÏQUE :** La JSE All composite a diminué de 408,70 points (0,46%) pour clôturer à 88,440.97.

**TRINIDAD :** L'indice composite avancé de 0,39 points (0,03%)

pour clôturer à 1,124.28.

**BRÉSIL :** L'indice Bovespa de Sao Paulo a diminué de 0,49 % ( 243,69) pour clôturer à 49.088.65 .

**MEXIQUE:** L'index IPC a augmenté de 280.16 points, 0,71 %, dans un volume de 159,262,761 pour clôturer à 39,549.46.

## ASIE

Pas de tendance marquée ce matin en Asie, où les investisseurs attendent le verdict de la Fed, demain soir mercredi, concernant l'avenir de son programme d'achat d'actifs... A Tokyo, l'indice Nikkei cède 0,2% à la clôture, après avoir regagné 2,7% hier et 1,9% vendredi. De son côté, Hong Kong reperd 0,3% en séance, le Shanghai Composite avance de 0,4%, tandis que Taiwan monte de 0,2% et que Séoul s'apprécie de 0,9%. Enfin, Sydney cède 0,2%, Singapour bondit de 1,5% et Bombay (indice BSE Sensex) perd 0,1%. Les statistiques asiatiques du jour viennent de Chine, où les prix de l'immobilier ont une nouvelle fois augmenté en mai dans les grandes métropoles, une situation toujours tendue qui ne devrait pas inciter les autorités monétaires à assouplir leur politique monétaire malgré le ralentissement de l'activité économique chinoise. Le prix moyen des logements dans les 70 plus grande villes chinoises a ainsi grimpé de 6% en mai par rapport à mai 2012, après un rythme de 4,9% en avril, selon les calculs de l'agence 'Reuters' à partir des données fournies par le Bureau national des statistiques. Plus largement, les investisseurs restent nerveux face aux incertitudes sur la politique de la Fed... Ils espèrent des clarifications demain sur la manière dont la banque centrale américaine entend commencer à réduire son programme de rachats d'actifs. Au rythme actuel, ces derniers portent sur 85 milliard de dollars par mois, dont 40 Mds\$ d'obligations d'état américaines. Mais le président de la Fed, Ben Bernanke a provoqué un 'mini-séisme' sur les marchés mondiaux en évoquant le 22 mai dernier un possible retrait de "QE3" si le marché de l'emploi américain continuait de s'améliorer.

## ÉTATS UNIS

Les indices US ont grimpé de +0,9% en moyenne, achevant d'effacer leurs pertes de la semaine précédente. Le 'S&P' n'a gagné 'que' 0,79% à 1.652 mais il en termine à 1% de son record absolu de clôture du 21 mai dernier (1.669Pts). La progression de Wall Street, par sa régularité, son caractère inexorable, sa totale déconnexion par rapport aux (piètres) statistiques du jour signe une fois de plus une hausse algorithmique. Le marché semble régi par le même genre de logiciel qui gère l'ouverture et la fermeture des volets roulants d'une maison (quand les moteurs s'enclenchent, rien ne les arrête)... sauf que tout fonctionne à l'envers. La Bourse de New York a fini en nette hausse mardi, les investisseurs se préparant avec optimisme à la décision mercredi de la Banque centrale américaine (Fed) à l'issue d'une réunion très surveillée: le Dow Jones a pris 0,91% et le Nasdaq 0,87%. Selon les résultats définitifs à la clôture, le Dow Jones Industrial Average a gagné 138,38 points à 15.318,23 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 30,05 points à 3.482,18 points. L'indice Standard & Poor's 500 s'est apprécié de 0,78% (+12,77 points) à 1.651,81 points.

## EUROPE

Les Bourses européennes ont fini sur une note irrégulière mardi dans des marchés prudents à la veille d'annonces très attendues de la Réserve fédérale américaine sur sa politique monétaire. À Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 3,11 points ou 0,08% à 3.860,55 points au terme d'une séance indécise. Le Dax-30 a avancé de 0,17% à Francfort et le Footsie britannique a surperformé avec un gain de 0,69%, aidé par son compartiment bancaire. Milan a grignoté 0,02% et Madrid a pris 0,56% alors que le marché suisse lâchait 0,39%. L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a cédé 0,07% et le FTSEurofirst 300 0,08%. Au moment de la clôture européenne, le Dow Jones gagnait 0,8% à Wall Street dans un marché là aussi attentiste alors qu'a débuté à Washington la réunion de deux jours de la Réserve fédérale, qui débattrait du meilleur moment pour commencer à infléchir sa politique de rachats d'actifs obligataires à l'origine du rally boursier des derniers mois.

## **CHANGE**

L'euro montait face au dollar en fin d'échanges new-yorkais mardi, dans un marché concentrant toute son attention sur ce que décidera mercredi, à l'issue d'une réunion de deux jours, le Comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 21H00 GMT, l'euro valait 1,3396 dollar contre 1,3367 dollar lundi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne est montée vers 15H25 GMT à 1,3416 dollar, un nouveau plus haut depuis le 2 février. L'euro progressait également face à la devise nippone, à 127,76 yens contre 126,28 yens lundi soir. Le dollar aussi gagnait du terrain face à la monnaie japonaise, à 95,37 yens contre 94,46 yens lundi soir. L'euro a bénéficié de l'annonce d'une hausse plus forte que prévu de l'indice Zew du moral des investisseurs allemands, un indicateur de nature à rassurer les cambistes sur la vigueur de la plus grosse économie de la zone euro. Mais ce chiffre positif n'atténue pas les craintes liés aux difficultés économiques de l'ensemble de la zone euro. Vers 21H00 GMT, la livre britannique reculait face à l'euro, à 85,61 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,5645 dollar. La devise helvétique progressait face à l'euro, à 1,2318 franc suisse, comme face au billet vert, à 0,9195 franc pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,1287 yuans pour un dollar contre 6,1244 yuans la veille.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole hésitaient mardi en fin d'échanges européens, dans un marché attentiste à la veille de la communication du niveau des stocks américains de brut et de la clôture de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 105,47 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, stable par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour juillet gagnait 4 cents, à 97,81 dollars. Les prix du pétrole se sont montrés hésitants mardi, oscillant entre pertes et gains durant toute la séance.

## **PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**



## **LOCATAIRES : ATTENTION AVANT D' ACQUÉRIR DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES**

Des locataires d'une maison acquérant des panneaux photovoltaïques pour les poser sur la toiture s'exposent à de graves dangers financiers s'ils ne préviennent par leur bailleur de leur intention. Quels sont-ils ? L'engouement pour la pose de panneaux photovoltaïques est tel qu'il peut amener des consommateurs à commettre des erreurs très coûteuses. Ainsi, un arrêt du du 23 mai 2013 (12/03451) de la Cour d'appel de Nîmes en est un exemple parfait. Un couple, locataire d'une maison, a acquis pour la somme de 28.000€ des panneaux photovoltaïques qu'ils ont fait poser sur la toiture de ladite maison sans en informer le bailleur. Lorsque ce dernier s'en est aperçu, il a demandé en justice la condamnation de ses locataires à démonter à leurs frais lesdits panneaux. Les juges de première instance ont donné gain de cause au bailleur et ont désigné un expert judiciaire pour préconiser et chiffrer les travaux de dépose des panneaux photovoltaïques et de remise en état de la toiture (aux frais des locataires bien entendu). Les locataires ont recherché la garantie du vendeur, mais en vain, leur demande ayant été rejeté. De fait, les locataires ont interjeté appel, mais ils ont été une fois encore déboutés, et condamnés à payer les frais de procédure et ceux du bailleur (dont 1.000€ de frais d'avocat). Si les juges d'appel ont condamné les locataires, c'est parce que : Ils ont contrevenu à l'article 7f de la loi du 6 juillet 1989 disposant qu'un locataire ne peut « pas transformer les locaux et équipements loués sans l'accord écrit du

propriétaire ». En effet, selon les juges d'appel la pose de panneaux photovoltaïques constitue des travaux de transformation, et non d'aménagement, car ces travaux nécessitent la dépose d'une partie de la toiture et portent atteinte à une partie de la structure du bâtiment. Seul le propriétaire de la maison louée a la qualité pour déposer la déclaration préalable de travaux auprès de la mairie. En conséquence, les locataires auraient dû demander au bailleur son accord pour poser des panneaux et qu'il effectue ou les mandate pour réaliser les démarches administratives. Si les juges ont refusé de rechercher la responsabilité de la société ayant vendu les panneaux photovoltaïques, c'est parce que : La société avait expressément indiqué avant l'achat que seuls les propriétaires de biens immobiliers ont la capacité pour déposer une demande d'autorisation de travaux. Les acquéreurs ont fait croire à la venderesse avoir la qualité pour contracter et ont déposé eux-mêmes la déclaration préalable de travaux. De fait, la venderesse n'a pu se voir opposer aucune faute, pas même celle de ne pas avoir effectué des recherches auprès des services du cadastre pour savoir si les acquéreurs la trompaient ou non sur leur qualité de propriétaire. Alors qu'ils avaient acquis des panneaux solaires certainement dans un but lucratif (revendre la production d'énergie à EDF), les locataires perdent au contraire de l'argent, se mettant dans une situation financière extrêmement délicate. En effet : ils ont perdu 28.000€, car la revente des panneaux sera très difficile, pour ne pas dire impossible ; Si les panneaux ont été achetés à crédit, ils devront s'acquitter en outre des intérêts ; les frais de l'expertise judiciaire pour la remise en état de la toiture seront à leur charge ; ils ont dû s'acquitter de leurs propres frais de procédure, mais aussi de ceux de leur adversaire ; Les locataires auraient été davantage avisés de rechercher la garantie du vendeur sur



un autre fondement juridique que celui du manquement à son obligation de conseil, ce qui leur aurait permis de se voir rembourser le prix des panneaux. Mais c'est un autre débat qui pourrait faire l'objet d'une autre procédure.

**PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD**



## **TABLEAU DE BORD**

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

### **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:**

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

### **POPULATION**

POPULATION 2011: 401 784 habitants

### **OFFRE**

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )  
IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

## **DEMANDE**

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

## **PRIX**

MARS 2013 : 0,8% sur un mois ; 1,9 % sur un an

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) EN FÉVRIER 2013 : 66 320 ( +1,4% sur un an )

OFFRE D'EMPLOI EN FÉVRIER 2013 : 730 ( - 4,1% sur un an )

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE : 22 BIS  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

## INTERNET

### SITE INTERNET :

<http://www36.jimdo.com/app/s060009c26218383e/p0f5a47fdd2282739/>

**FACEBOOK:** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

**YOUTUBE:** [http:// www.youtube.com/user/paludore](http://www.youtube.com/user/paludore)

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**

**DIFFUSEZ**

**LA NATION**